

LIGNES DE MIRE

LES GAUCHES ET LA QUESTION MILITAIRE

CRITIQUE ET PRATIQUE DES SYSTÈMES MILITAIRES

N° 3 / 14 AVRIL 2026

ACTUALITÉ ET ACTUALISATION DE L'ARMÉE NOUVELLE

RÉUNION EN VISIO

Jeudi 23 avril

18 heures

Cliquer sur le lien

meet.google.com/dek-pkxkx-tsm

ou sur l'image ci-dessous

Numéro à composer:

(FR) +33 1 87400648

Code: 815804899#



C'est l'analyse globale de la situation mondiale qui a alerté certains militants, peu nombreux par ailleurs, qui tentent difficilement de reprendre et d'actualiser ce qui était jadis au cœur de la recherche socialiste : la question de l'armée et de la société.

Certes, la guerre en Ukraine nous amène à analyser et à comprendre une situation concrète. Comment le prolétariat peut-il participer, de la manière la plus démocratique possible, à la défense de son pays contre l'invasion impérialiste russe ?

Toutefois, si nous voulons avancer dans cette discussion et produire des bases théoriques communes, nous devons nécessairement nous poser des questions précises sur la démocratie, l'organisation sociale, la politique de défense, le rôle et l'organisation de l'armée d'un point de vue « socialiste ».

Produire un socle de positions théoriques communes ne signifie pas se désintéresser de l'actualité de la lutte des classes, mais prendre soin de ne pas se noyer dans le flot des informations et le relativisme.

Pour ce faire, il n'est pas possible d'aborder de front l'ensemble des problèmes : mobilisation, recrutement, démocratie, armement, stratégie, etc. Plusieurs séances seront nécessaires et nous devrons sans doute planifier nos rencontres.

Pour notre troisième ou quatrième rencontre, suivant les invitations, nous avons donc décidé de repartir de la base de la réflexion, afin d'éviter une discussion intéressante, mais sans étapes.

Pour les prochaines séances ce serait une grande avancée si un collectif prenait en charge la planification de nos étapes de recherches.

Le Réseau Bastille participera pleinement mais rappelle qu'il offre un cadre pour ce travail collectif étant avant tout un réseau.



ORDRE DU JOUR

1. Actualité et actualisation de l'Armée nouvelle

6. Questions militaires : de Jaurès à la question ukrainienne

Robert Duguet

9. L'organisation militaire de la France

Jean Jaurès

22. Carnet de notes

Marcel Le Chamborrand

RÉUNION EN VISIO

Jeudi 23 avril

18 heures

Cliquer sur le lien

meet.google.com/dek-pkkx-tsm

PRENEZ CONTACT AVEC LIGNES DE MIRE

gauches-questions-militaires@googlegroups.com

QUESTIONS MILITAIRES : DE JAURÈS À LA QUESTION UKRAINIENNE

Robert Duguet

Le socialisme étant un projet de transformation de la société par l'émancipation sociale, de même qu'il intervient dans les questions ouvrières et agraires, dans les rapports des Églises et de l'État, sur l'organisation de la famille, il ne peut considérer les questions militaires comme un domaine à part, qui s'est autonomisé du corps social dans son ensemble. Or, lorsque Jean Jaurès prononce une conférence à Buenos Aires en 1911, alors qu'il est en train de rédiger son dernier ouvrage *L'armée nouvelle*, travail interrompu par son assassinat le 31 juillet 1914, le développement des politiques impérialistes et des militarismes qui les accompagnent menace la paix mondiale. Quelles sont ses idées force :

La conscription universelle : l'organisation militaire, héritage de la Révolution de 1789, a réalisé l'égalité et l'universalité du service militaire. Face aux points de vue développés par des officiers supérieurs qui rejettent l'armée de réserve et qui le théorisent, il démontre, là comme dans son *Histoire Socialiste de la Révolution*, que c'est cette armée ne faisant qu'une seule unité avec la Nation, sauva la Révolution contre les puissances aristocratiques.

Jaurès défend la caserne comme le lieu où les jeunes gens se forment au métier des armes, toutefois il est inutile de garder 500 000 hommes à l'écart de la vie démocratique et sociale durant plusieurs années et qui de plus qui représente une charge financière inutile. Passés quelques mois de formation, il faut verser ces citoyens dans la réserve qui est la véritable force de défense de la Nation, en cas d'agression. Or l'institution militaire tend au contraire à défendre l'armée des casernes, remettant en cause par ailleurs de ce fait les principes démocratiques de 1789 et les considérant comme obsolètes et dangereux. Les officiers supérieurs ont en mémoire en particulier les régiments qui en 1907, lors de la révolte des vigneron, ont mis crosse en l'air et refusé de tirer sur leurs frères. Or l'armée de réserve devient une force de contrôle en armes, si la folie des gouvernants veut entraîner la Nation tout entière dans une aventure. Or, au moment où parle Jaurès, l'Europe est prise dans les conflits interimpérialistes qui aboutiront au désastre de la première guerre industrielle moderne.

LA QUESTION MILITAIRE EST D'ABORD POLITIQUE

Le chapitre 4 de *L'Armée nouvelle*, qu'il faudrait relire aujourd'hui, porte sur la critique de l'héritage napoléonien et de ses aventures. Après l'assassinat du grand tribun, le 31 juillet 1914, la hiérarchie militaire,

celle qui fera fusiller et décimer en 1917 sous le commandement de Philippe Pétain les régiments mutinés, enverra au combat une génération de jeunes gens en pantalon rouge, en casoar et en gants blancs, face aux mitrailleuses allemandes. Si l'on prend comme point de départ principal le projet socialiste, Léon Trotsky écrira :

Jaurès démontrait que la France ne peut avoir qu'une armée défensive construite sur la base d'un armement populaire, c'est-à-dire la milice. La République bourgeoise française paie le fait d'avoir contrebalancé, dans son armée, les influences démocratiques. Elle a créé, suivant Jaurès, un régime « avorté » où se heurtent et se neutralisent des formes surannées. Le vice fondamental et la faiblesse militaire française se trouvent dans cette inadaptation. Au contraire : la barbarie allemande lui donne une puissante supériorité. Certes, la bourgeoisie allemande a pu s'élever, de temps en temps, contre la mentalité prétorienne du corps des officiers, la social-démocratie a pu dénoncer les cruautés du « *drill* » qui a conduit à de nombreux suicides dans les casernes, mais le manque de caractère politique et la carence de l'enseignement révolutionnaire chez les travailleurs ont permis les monstrueuses réalisations du militarisme¹.

Le même Trotsky, dans la tourmente de la décennie 1930-1940, devait écrire que « la France est le pays classique du bonapartisme ». Elle le demeurera de Napoléon à Charles De Gaulle, nous en supportons aujourd'hui les pitoyables petits héritiers bonapartistes, de Sarkozy à Macron et à Mélenchon. Depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale et les guerres coloniales de l'impérialisme français, on peut dire que le principe de conscription, s'il a été formellement maintenu, a été vidé de son contenu démocratique. La bourgeoisie s'étant émancipée de l'héritage révolutionnaire de 1789. Les appelés qui ont fait leur service militaire dans les années 1970, n'ont globalement reçu aucune formation militaire moderne. Parallèlement l'armée de professionnels était déjà en développement. En 1996 lorsque le président Chirac annonce la fin du service militaire obligatoire, personne à gauche, ni à l'extrême gauche ne proteste en défense de la conscription républicaine.

Une armée de métier ne peut être qu'une armée de mercenaires, obéissant au doigt et à l'œil aux

injonctions d'un gouvernement, qu'il s'agisse aujourd'hui d'aventures néocoloniales ou de répression d'un mouvement populaire pour démettre un gouvernement « qui a violé les droits du peuple... l'insurrection est pour le peuple et chaque fraction du peuple le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs² ».

Dans la conclusion de sa conférence de 1911, Jaurès dressait le paysage de cette Europe d'avant la guerre, où les forces dominantes de l'impérialisme contemporain allemand et français l'emportaient sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : en Pologne, en Irlande, dans la zone turbulente des Balkans. Ainsi disait-il à propos de l'Alsace Lorraine :

Quant à nous, c'est une histoire douloureuse que celle de l'Alsace-Lorraine, que l'Allemagne et la France se disputent depuis des siècles. Il y a quelques mois, en visitant la cathédrale de Strasbourg, je lisais une étude sur sa construction. Elle a été construite par des ouvriers français et allemands et, symbole tragique, un ouvrier français et un ouvrier souabe se sont disputé l'honneur d'en poser la première pierre. Des tempêtes de feu, venant tantôt de l'est, tantôt de l'ouest, ont balayé ces provinces, jusqu'à ce qu'elles soient annexées à l'Allemagne par la force de l'épée, bien que la quasi-totalité des Alsaciens et des Lorrains aient manifesté leur volonté de vivre dans la patrie française.

Dans son actualité la discussion nécessaire entre militants français en l'occurrence sur les questions militaires ne peut guère se mener sans partir d'un exemple qui est aujourd'hui central : le combat du peuple et du prolétariat ukrainien pour la défense de ses droits nationaux.

L'offensive du pouvoir impérial de Poutine le 22 février 2022 contre l'Ukraine a marqué un tournant politique si important pour les militants qui ne renoncent pas au socialisme, dont on mesure mal les conséquences qu'il y aura sur la gauche internationale. Les mouvements libertaires ukrainiens, dont Maksym Boutkevitch et son combat à la fois pour la résistance armée et les droits de l'homme, sont un exemple. Le combat des syndicats indépendants, dont le célèbre « Soyez comme nous sommes » des infirmières qui ont une fonction irremplaçable dans un pays en guerre et qui mènent conjointement pour organiser le syndicat dans les conditions difficiles de la loi martiale. Le

1. Léon Trotsky, « La guerre et la révolution », t. 1, *Le naufrage de la 2^e Internationale*, Archives et Documents, 1974

2. Article 35 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, 1793.

Sotsialnyi Rukh (SR) qui maintient dans la guerre son programme socialiste tout en soutenant concrètement le personnel militaire et ses propres militants qui ont fait le choix des armes. Ce n'est pas seulement un défi aux conditions de la guerre, mais la possibilité d'une voie alternative pour le développement démocratique de la Nation, laquelle entre en contradiction avec le profit des entreprises et le pouvoir des oligarques. Ils soulignent le fait que la démocratie s'imposant dans les structures de l'armée quand les soldats doivent se confronter à la défense de leurs droits, veulent avoir un contrôle sur leurs propres officiers. Le Sotsialnyi Rukh défend que la résistance ukrainienne dans la guerre se heurte aux forces de l'intérêt privé aux incapacités de leur propre État. Malgré ces difficultés leurs techniciens, leurs ingénieurs qui ont élaboré et affiné la technologie de construction des drones, l'engagement de la population pour aider à tous les niveaux, font que sur le terrain ils mettent sérieusement en difficulté l'armée de l'invasisseur.

Évidemment si on compare ce bref descriptif des forces qui combattent en Ukraine, avec l'état de la gauche française et internationale, on peut se dire comment réinsérer une discussion sur les questions militaires qui ont été globalement ignorées et tenues sous le boisseau depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Les forces électorales à gauche campent sur leur propre survie, c'est-à-dire leurs positions électorales sans intervenir lors des consultations sur les questions internationales, donc sur la guerre. Le mouvement France Insoumise, après un silence de trois ans sur la guerre en Ukraine, se radicalise aujourd'hui sur des positions pro-poutiniennes. Dans un texte de bilan de l'activité du Sotsialnyi Rukh fin 2025, Vitaliy Dudin expliquait :

La gauche occidentale comprend souvent mal la lutte ukrainienne, piégée entre des réflexes anti-occidentaux généralisés qui traitent avec suspicion quiconque combat la Russie, et des récits libéraux qui ignorent la lutte des classes en guerre ou en paix. Mais les soldats et syndicalistes ukrainiens démontrent quelque chose que le mouvement anti-impérialiste doit comprendre : l'organisation démocratique durant la résistance n'est pas un luxe ou une faiblesse – c'est ce qui rend la victoire possible.



L'ORGANISATION MILITAIRE DE LA FRANCE

Jean Jaurès

Lors d'une réunion de l'Internationale socialiste Jean Jaurès est invité par Juan Justo, écrivain et fondateur du Parti socialiste argentin pour un voyage en Amérique Latine. Il s'y rendra de juillet à octobre 1911. En Uruguay, au Brésil et en Argentine, il prononcera des conférences qui eurent un grand succès. Huit conférences prononcées à Buenos Aires avaient été immédiatement traduites sur place et publiées en espagnol. Elles n'avaient jamais été traduites en français. Récupérées par Jean-Luc Mélenchon alors fondateur du Parti de Gauche en février 2009, elles seront traduites et publiées par Bruno Leprince en 2010. L'important pour nous aujourd'hui, dans le contexte de la guerre, l'une d'entre elles porte sur la question militaire. Effectivement en 1911, Jaurès travaille à son ouvrage inachevé publié après sa mort sous le titre, *L'armée nouvelle*.

LE PARTI SOCIALISTE ET L'ARMÉE

J'aimerais décrire à grands traits l'organisation militaire de la France, du point de vue de son état actuel et de sa probable évolution.

Naturellement, je ne prétends pas m'ériger en stratège puisque, — je le dis sans malice — vous n'avez pas besoin d'un nouveau général...

Mais, bien que vous ne rencontriez pas le problème qui afflige les Nations européennes, conduites, depuis plus d'un siècle, par les vicissitudes des invasions ainsi que la peur et la méfiance réciproque, à mettre en place dans les faits l'armement universel, il n'est sans doute pas sans intérêt de décrire la façon dont se présente la question de l'organisation militaire dans une grande démocratie républicaine d'Europe, et les critères suivant lesquels l'aborde le Parti socialiste.

Le Parti socialiste ne peut se désintéresser de ce problème. C'est un parti d'idéaux, mais pas d'utopies. Il travaille avec la réalité et dans la réalité. Il s'appuie sur elle pour préparer ses transformations. Ainsi, bien qu'ayant pour but l'abolition définitive de la guerre par l'organisation juridique des peuples, il constate le fait actuel du formidable armement des Nations européennes. Et, de même qu'il cherche à donner à chaque question précise une réponse également précise, de même qu'il intervient sur les questions ouvrières et agraires, sur l'organisation de la famille et sur les relations entre les Églises et les États, il s'efforce, avec la même idée directrice, d'obtenir dans le domaine de l'organisation des forces armées

Conférence prononcée au théâtre Odéon de Buenos Aires, le 2 octobre 1911. Textes extraits de Jean Jaurès, *Discours en Amérique latine 1911* (Paris, Bruno Leprince, 2010).

Photo page 17 : Irish Citizen Army, créée le 23 novembre 1913 par les syndicalistes révolutionnaires James Connolly, Jack White et James Larkin.



l'efficacité la plus élevée, c'est-à-dire assurer le maximum d'indépendance et de sécurité nationale avec le minimum de gaspillage de forces et d'argent, dans l'esprit du maintien de la paix. Je m'intéresse depuis de nombreuses années à ce problème de l'institution militaire. Tout d'abord, comme beaucoup de républicains français, j'ai été bouleversé par la grande crise du procès Dreyfus, par le singulier malentendu qu'elle révélait entre l'armée de la République et la démocratie républicaine. Comme beaucoup de Français, je me suis demandé à cette époque par quel vice de nos institutions, par quel vice structurel l'Armée avait vécu coupée de la Nation, et avait considéré que c'était dans le maintien d'une iniquité ouvertement soutenue par des moyens déplorables, que résidaient son honneur et sa réputation.

Depuis lors, la conscience française est entrée dans une sorte de révision de la pensée et des institutions militaires.

De plus, je me suis consacré à des études minucieuses sur la Révolution Française, et il m'a été impossible de laisser de côté les relations entre la démocratie et l'Armée dans le drame révolutionnaire. Enfin, un homme d'État¹ d'une intelligence fine, que vous avez entendu, sans que la traversée de l'Atlantique ne lui ait rien fait perdre de sa finesse, m'a rappelé en toute transparence qu'il m'avait un jour demandé de présenter un plan pour la société future: « Donnez-nous votre projet, nous l'examinerons et le discuterons... » Et bien, j'ai commencé à tenir parole en m'occupant de l'organisation des institutions militaires, non pas du point de vue d'une société idéale, mais pour montrer par quelles transformations visibles et anticipatrices la société peut atteindre un ordre nouveau et meilleur. En effet, en me demandant comment assurer la liberté et le développement d'une grande Nation moderne du point de vue de l'organisation sociale, la question militaire m'a semblé une question préalable.

Maintenant, je peux donc soumettre l'institution militaire française à une critique libre, sans craindre que l'on m'accuse de la discréditer, en signalant les lacunes et insuffisances, avec la conviction profonde – dans laquelle n'entrent aucune fanfaronnade ni aucun parti pris chauvin – que l'armée française est à l'heure actuelle l'une des plus fortes du monde, et possède déjà en ses mécanismes les ferments

d'une évolution ultérieure qui la perfectionnera et la démocratisera plus encore.

L'ORGANISATION MILITAIRE FRANÇAISE

Comment cette Armée est-elle constituée? Sur la base du service universel, obligatoire et absolument égal. Tous les citoyens français, sans aucune exception, riches ou pauvres, bourgeois ou ouvriers, lettrés ou ignorants, sont appelés au même âge à servir deux ans dans les casernes de l'armée d'active. Personne n'est dispensé de ce service. Aucun diplôme, aucune considération sociale, ne peuvent exempter un citoyen de sa part égale du devoir militaire. On pourrait presque dire que même la maladie ne fait pas exception, puisque ceux dont la validité n'est pas complète, et qui ne peuvent donc pas fournir un service actif, sont utilisés pour des tâches d'appui auxiliaires.

Après deux ans de service actif, tous les citoyens français entrent dans l'Armée de réserve pour onze ans, jusqu'à l'âge de trente-quatre ou trente-cinq ans, étant convoqués à des manœuvres et exercices tous les deux ou trois ans, pour une durée de 21 jours pour la première période de six ans, de 13 puis 11 jours dans les suivants. À partir de 34 ans, ils entrent dans l'armée territoriale, et concluent leur relation militaire avec la France à l'âge de quarante-cinq ans.

Ce recrutement égal, démocratique et universel, a un caractère quasiment régional, c'est-à-dire que les soldats sont affectés à des régiments proches du lieu dont ils sont originaires, et du lieu de leur vie civile. La France s'est aperçue, en 1870, du temps que faisait perdre et du préjudice que lui causait sa forme antérieure de recrutement. L'Empire éloignait le plus possible les soldats de leur lieu d'origine, de l'endroit où ils vivaient au sein de la nation et, quand la guerre éclata, il fut nécessaire que les soldats en permission et les réservistes traversent le pays d'un extrême à l'autre pour rejoindre leurs régiments. L'Allemagne, au contraire, avait adopté et pratiqué toujours le recrutement régional. En France, ce recrutement régional fut établi et se pratiqua avec succès jusqu'au mouvement des viticulteurs du Midi. Le gouvernement prit alors peur parce que les soldats avaient fraternisé avec les viticulteurs, il fit obstacle pendant quelque temps au recrutement régional mais, par la force des choses, les institutions militaires françaises reviennent aujourd'hui à ce mécanisme.

Quant aux officiers, un grand nombre d'entre eux est formé par les écoles militaires comme l'École de Saint-Cyr, qui prépare les officiers d'infanterie et de cavalerie et l'École polytechnique, qui prépare

1. Il s'agit de Georges Clemenceau qui est venu à Buenos Aires en 1910.

les officiers d'artillerie et les ingénieurs. De par les examens requis pour entrer dans ces écoles et la vaste culture qui y est dispensée, on peut dire que les officiers français figurent parmi les plus instruits du monde. Les sous-officiers, eux, entrent dans des écoles spéciales comme Saumur ou Versailles pour la cavalerie, l'artillerie et l'infanterie, qui les préparent au grade d'officier.

Mais l'institution militaire française ne se préoccupe pas seulement de former des officiers d'active, elle forme et prépare aussi des officiers de réserve. Après quelques mois passés dans leur régiment, les jeunes hommes ayant une instruction suffisante sont regroupés et reçoivent une formation particulière. Ils se rendent au même centre d'études et de préparation afin d'obtenir au bout d'un an le grade et le niveau de sous-lieutenant de réserve. Puis ils effectuent la deuxième année de leur service militaire avec ce grade dans leur régiment.

Il y a donc un vaste effort d'organisation et de préparation qui a donné le résultat suivant : à l'heure actuelle, dans l'ensemble des casernes et garnisons de France, il y a une armée de 550 000 hommes, dont 350 000 dans l'infanterie, 70 000 dans la cavalerie et 80 000 dans l'artillerie. À cette armée d'active s'ajoutent onze classes de réservistes qui sont tous passés par une caserne, y recevant une éducation militaire et qui, si la France était envahie et devait regrouper toutes ses forces, représenteraient, unis à l'armée des casernes et inclus dans les unités de combat, un total de 2 500 000 hommes, soit une immense force jeune et virile au service de la défense nationale.

Voilà l'état actuel des choses. Et cette organisation est d'autant plus intéressante et significative qu'elle porte en germe les grandes lignes d'une évolution ultérieure irrésistible.

L'organisation militaire française est parvenue à réaliser l'égalité et l'universalité du service militaire.

J'ai assisté au cours de ma vie publique aux principales phases de cette transformation. À la fin de l'Empire, le service militaire durait sept ans et l'armée des casernes constituait la quasi-totalité des forces militaires. Peu à peu, la durée du service militaire a été réduite et les inégalités entre les citoyens atténuées. Pénétré qu'il était de l'esprit de la vieille armée, Thiers, alors Président de la République, s'est opposé dans l'enceinte de l'Assemblée nationale à la réduction du service militaire à trois ans, et, en menaçant de démissionner, a contraint ce corps à revenir sur

ses pas. En 1885, quand je suis entré au Parlement, le service militaire durait encore cinq ans en théorie, quatre ans dans les faits, et seulement six mois pour une partie du contingent. En 1899, le service fut réduit à trois ans pour la majorité, avec un privilège accordé à une petite minorité qui n'avait à accomplir qu'un an. En 1905, les inégalités ont disparu par l'établissement du service militaire de deux ans pour tous les citoyens français.

Le résultat de cette transformation a été non seulement d'assurer une meilleure égalité entre les citoyens et une éducation plus homogène, mais aussi de déplacer peu à peu vers les réserves, vers les soldats qui ne sont pas dans les casernes, la véritable force militaire de la défense nationale. À l'heure actuelle, si un péril national se présentait et que la Nation se voyait contrainte d'organiser toutes ses forces, sur les 2 500 000 hommes qui pourraient se rendre à la frontière, l'armée des casernes n'apporterait que 500 000 hommes, et deux millions sortiraient des profondeurs mêmes du pays. C'est sur la force de l'armée de réserve, c'est-à-dire sur la force des citoyens et travailleurs intimement mêlés à la Nation que repose aujourd'hui la sécurité de la France.

CRITIQUES SOCIALISTES À L'ORGANISATION MILITAIRE

Quelle objection faisons-nous, nous socialistes, à l'organisation militaire actuelle ? Celle de ne pas être – malgré ses mérites, ses forces et ses vertus – entièrement logique. Celle de ne pas atteindre de façon résolue le terme de l'évolution qu'elle connaît depuis plusieurs années.

La durée du service militaire a été réduite à deux ans et les réservistes représentent aujourd'hui la part la plus importante et la plus nombreuse des forces armées, mais le service dans les casernes se prolonge de façon abusive en vertu d'anciens principes qui persistent. Si véritablement la force de l'Armée réside dans l'armée de la Nation, celle des citoyens formés, et si l'armée des casernes n'en représente qu'une fraction relativement faible, il est inutile de conserver 500 000 hommes dans les casernes pendant deux ans.

En d'autres temps, l'armée des casernes était considérée comme une charge nécessaire et comme la force essentielle de la défense nationale. Aujourd'hui, en toute logique, elle ne peut plus être considérée que comme une école, et les soldats ne devraient être retenus dans les casernes que le temps nécessaire à l'apprentissage des armes. Si on les y



maintient deux ans, soit quatre fois plus que le temps nécessaire et dix fois plus que dans l'armée suisse, c'est à cause du préjugé que je viens de signaler. On se dit, gardons les soldats pendant deux ans, non pas pour leur enseigner plus de connaissances qu'ils ne peuvent en acquérir en quatre ou six mois, mais pour avoir à disposition 500 000 hommes qui servent de stimulant et de point d'appui à la masse des réservistes. Et ce manque de confiance continuuel dans la force et la capacité de l'armée de réserve a pour conséquence directe la prolongation indue du service militaire.

Bien que l'armée de réserve constitue en théorie la force essentielle et fondamentale de l'Armée française, l'attention des états-majors et des gouvernements est tournée vers l'armée des casernes, dont la formation prolongée accapare une quantité de temps qui devrait être dédiée à la formation et l'organisation des réservistes. De plus, ce manque de confiance envers la nation en armes, dû à la survivance du préjugé qui ne voit que par la force des casernes, implique que la grande masse des soldats, que constituent les réservistes, soit tenue éloignée des champs d'action et des grandes opérations qui décident du destin de la Patrie. Dans les conditions actuelles de l'organisation militaire française, seules les cinq ou six premières classes seraient appelées à prendre part, en même temps que les classes du service actif, aux premières grandes opérations. Tous les hommes âgés de 27 à 34 ans ne figureraient que dans les plans ultimes, et ces classes fortes ne serviraient que de supplétif pour compléter la structure de l'armée de caserne.

Eh bien, la démocratie comprend logiquement la totalité de la force de l'instinct militaire. Et elle ne saurait diviser les générations en deux : d'un côté l'armée de caserne et son épuisant service prolongé de deux ans, et de l'autre, l'énorme masse des réservistes divisés entre première et seconde classe.

LA NATION EN ARMES

Tous les suisses de plus de vingt ans sont convoqués dans une caserne afin de s'y instruire pendant trois mois, la caserne n'étant considérée que comme une école. Après ces trois mois, ils intègrent l'une des unités militaires qui sont réparties sur tout le territoire, puisant pour ainsi dire dans les forces vives du pays les forces défensives. Tous les citoyens de 20 à 34 ans sont rattachés à leur unité territoriale respective, à leur unité organique, dans laquelle la vie de l'Armée se confond avec la vie de la Nation.

Nous, socialistes, demandons, du point de vue de la sécurité nationale, que l'on mette fin au préjugé

en faveur des casernes, et que toute la masse des Français âgés d'entre 20 et 34 ans, formée de façon rapide et scientifique au cours du service actif, soit répartie dans toutes les communes en unités territoriales, de sorte que la vie de l'Armée et celle de la Nation forment une seule et même chose, et que ce soit à l'intégralité de cette masse, organisée et homogène, que l'on fasse appel le jour du péril pour défendre l'indépendance du pays. Nous voulons servir ainsi l'indépendance de la France et la cause de la paix.

L'Allemagne, elle, hésite entre ces deux conceptions militaires opposées. Elle envisage, comme l'ont indiqué, le général Von Caprivi et un ministre de la Guerre, d'utiliser de façon rapide la force des casernes. En y accumulant en peu de temps — par la supériorité de sa population — plus de forces actives que la France, il suffirait d'ajouter une ou deux classes de réservistes pour qu'une armée de jeunes hommes, une armée qui ne serait entravée par aucun lien familial, constitue la défense. Voilà la conception militaire, mais aussi politique, d'un empire qui souhaite être en mesure de prendre l'initiative de déclarer la guerre si celle-ci s'avère nécessaire, ou tout simplement s'il la souhaite, et qui calcule qu'une fois déclenchée l'action brutale (quand on sentira l'odeur de la poudre, après la surprise et le choc formidable qu'une telle action suppose), il suffira que les réservistes viennent pour colmater les fissures des premières lignes, maintenant de la sorte la supériorité offensive.

La défense véritable, efficace et pleine de la France ne devrait pas se prêter à ce jeu d'attendre, pour entraver la bataille et quitte à concéder quelques défaites ou coups d'arrêt au début, le moment auquel elle pourra amener sur le champ de bataille la totalité de ses forces jeunes et viriles.

L'organisation militaire que nous proposons n'offrirait pas seulement une meilleure sécurité nationale, mais aussi une meilleure garantie de paix pour les peuples d'Europe. En effet, plus il faudra mettre en mouvement, du fait du fonctionnement de l'Armée, de grandes masses d'hommes venus des entrailles mêmes du pays, plus la France s'opposera aux folles aventures et aux caprices de ses gouvernants. Le jour où un gouvernement serait contraint de prendre la responsabilité d'envoyer à la bataille non seulement une minorité de jeunes hommes enivrés par leur propre jeunesse, mais aussi tous les hommes mêlés à la vie nationale, liés par l'affection d'un père à son fils et d'un mari à sa femme. Ah ! ce jour-là, si la Nation a le sentiment que le droit est avec elle, elle fera preuve

d'une énergie incomparable. Mais si c'est à un caprice qu'elle doit obéir, si elle a le sentiment qu'on veut l'entraîner aventureusement au combat, la résistance des cœurs, la résistance des âmes, saura s'opposer avec la plus grande efficacité au gouvernement, car il s'agira de la résistance de la Nation tout entière !

La totalité des forces nationales constituant la défense du pays, s'opposerait en bloc à toute invasion étrangère, mais elle s'opposerait aussi, en France, aux projets belliqueux des gouvernants insensés.

C'est pourquoi j'ai moi-même proposé, dans le sens d'une évolution démocratique et sociale, une organisation militaire qui réduise à six mois la durée du service militaire dans les casernes, qui organise la formation des adultes jusqu'à l'âge de 35 ans, qui les répartisse et les regroupe dans leurs régions, s'appuyant le plus possible sur le recrutement local, pour que les exercices militaires puissent être effectués régulièrement avec facilité. Dans cette organisation, nous donnons également aux soldats, c'est-à-dire à tous les citoyens, le droit de décider en partie de la promotion et de la nomination de leurs chefs. Les chefs seraient élus et promus par des conseils dans lesquels seraient représentés les gradés de niveau supérieur qui les connaissent, l'ensemble de leurs camarades de même grade, et tous les citoyens-soldats. Ces conseils représenteraient donc l'ensemble de la force organisée, de la force de la Nation, de sorte qu'il n'y aurait aucune séparation entre la Nation et l'Armée.

L'ARMÉE DANS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

On nous a répondu, et on continue de nous répondre, que l'Histoire apporte un démenti à nos conceptions et à nos espérances en la matière, qu'à chaque fois qu'un peuple a voulu organiser une armée avec tous ses déments, cette armée a connu l'anarchie et la défaite, et que seules les organisations professionnelles peuvent donner à l'Armée la cohésion et la force nécessaires. On a même invoqué à cet effet des exemples pris dans la période de la Révolution Française.

Nul n'oserait nier le courage et l'élan de nos volontaires historiques de 1791, 1792 et 1793, mais d'aucuns disent parfois que les armées de la Révolution ne furent constituées qu'avec des éléments de hasard et d'enthousiasme juvénile, que ces armées ne connurent que le désordre, l'anarchie et les défaites, et que la Révolution ne s'est sauvée qu'en insérant ces éléments timides et faibles dans les structures qui restaient de l'ancienne armée royale. C'est ce que

le colonel Rousset a essayé d'établir en utilisant des documents d'archives, et c'est avec les mêmes arguments que le maréchal Moltke a combattus aux tribunes du Reichstag et du Landtag l'idée de constituer des milices.

Après une étude patiente, je peux affirmer que ce raisonnement est erroné. C'est dans la Nation en armes, dans l'appel fait à toutes les forces vives d'un peuple que la Révolution trouva son idéal militaire et le moyen concret de sa défense. Ouvrez les ouvrages de notre grand Carnot, de celui qui fut à juste titre qualifié d'organisateur de la victoire, et vous verrez que le plan d'organisation de long terme qu'il proposait à la Législative est précisément celui de la Suisse. Vous verrez que l'élection des chefs de l'Armée a été mise en œuvre sous la Révolution, et qu'elle l'a sauvée.

Et ceux qui disent que les volontaires ont été réinsérés dans le cadre des anciennes structures de l'armée commettent une erreur flagrante. La Révolution était acculée par un problème formidable : elle était menacée de toutes parts, et l'ancienne armée royale était divisée en deux parties, des soldats qui voyaient la Révolution plutôt avec sympathie et des officiers d'« élite » qui, en traîtres exemplaires, émigrèrent pour renforcer à l'extérieur les forces d'appoint de la résistance de la famille royale. L'armée était ainsi travaillée par un esprit de trahison, de désertion et de délitement.

Et si l'armée de la Révolution n'avait été composée que par des soldats de ligne, ces derniers, malgré la force du souffle révolutionnaire qui les entourait, n'auraient pas eu la force de résister aux exemples de trahison et de désertion donnés par ceux qui les dirigeaient. Et c'est parce que de toutes les parties du pays, à l'appel de la Révolution en péril, sont venus des jeunes hommes qui rejoignaient volontairement les rangs de l'armée et exposaient leur torse pour défendre la Révolution que la trahison des chefs n'a pas pu démanteler l'armée. La trahison de Dumouriez, après les brillantes victoires qui lui avaient donné tant de prestige, n'a pas pu non plus la détruire car les volontaires ont résisté. Et le jour où l'Assemblée révolutionnaire a réalisé la fusion entre les troupes de ligne et les volontaires, elle a pris soin de donner la suprématie à ces derniers : un bataillon de ligne était joint à deux bataillons de volontaires. Quand, à l'Assemblée, on a expliqué qu'il était nécessaire que l'esprit de la Révolution prévale, on a fait confiance à ces organisations, leur donnant le droit de nommer les chefs qui menaient les soldats à la bataille, de façon intéressante et ingénieuse. Quand il devenait



nécessaire de pourvoir un poste de gradé, tous les officiers et sous-officiers d'un grade inférieur à celui qu'on allait accorder proposaient une liste au bataillon. Chaque soldat, chaque sous-officier donnait sa liste en indiquant les noms qui avaient sa préférence. Les officiers possédant le grade à pourvoir procédaient à une élection parmi cette liste. Et quand l'ensemble des soldats et des officiers de grade inférieur à celui qui allait être accordé avait proposé le même nom par trois fois, ce nom devait être accepté.

C'est grâce à cette organisation à la fois démocratique et sage que la Révolution triompha. Il y eut maintes erreurs, certes, et maintes surprises. Une part de légende s'est mélangée à l'histoire révolutionnaire et, comme toutes les légendes, elle est dangereuse car elle travestit la vérité. Pour donner aux hommes un héroïsme constant, un élan et une persévérance indomptables, il ne suffit pas de constituer un esprit de discipline et de liberté. Il ne suffit pas de proclamer un idéal sublime. La vertu militaire, comme la vertu civique, comme la vertu sociale, ne fait son chemin parmi les peuples que lentement, comme le soc d'une charrue entre dans les dures entrailles de la terre. Les grandes vertus ne s'improvisent pas. Il y eut des défaillances, des erreurs, des échecs, des angoisses et des défaites. Mais quand existent au fond des âmes un principe noble et une grande foi, l'élan se reconstitue sans cesse, et les éclats d'héroïsme se produisent. C'est ainsi que les mêmes soldats de la Révolution, qui tremblaient à l'appel et confessaient leur honte, faisaient vœu de réparer leurs fautes et, trois mois après, exténués, affamés, pieds nus, sauvaient la Révolution et la France. La vertu des révolutionnaires fut de n'avoir ni illusions ni angoisses. Ils savaient ce qu'il y a de faiblesse en chaque homme, la part d'erreurs commises dans la désignation des chefs, ils savaient le manque d'expérience qui se transforme en manque de courage et d'enthousiasme. Malgré cela, ils ne désespèrent jamais, ayant foi en la discipline qui se mettrait en place. Voilà pourquoi je dis que, demain, ce ne serait pas par une sublime improvisation mais par la force patiente d'une organisation solide combinée à une haute idée de la justice, de la démocratie et du droit, que l'Armée saura être puissante.

Il existe une autre erreur historique qui tend à discréditer la conception de l'armée populaire. On nous lit que ces chimères, nous dit-on, ont causé la perte de la France en 1870, que c'est parce que des républicains comme Favre ou Simon, et le Parti républicain opposé à l'Empire, ont répondu par la « chicane » aux projets positifs du maréchal Niel et se sont déclarés

partisans de l'armement chimérique d'une Garde Nationale que la France aurait été surprise et vaincue.

Non. Si la France de 1870 a été vaincue, ce n'est pas parce que les républicains ont conçu l'idée d'une armée essentiellement populaire, d'une grande milice nationale. C'est parce que les armées ne valent pas plus que le régime pour lequel elles combattent.

L'Empire avait empêché l'émergence des forces qui n'étaient pas les siennes propres. Il voulait disposer de son armée d'expédition et d'aventure et ne pouvait accepter l'idée de l'armement universel des citoyens, craignant que ce peuple en armes ne se retourne contre lui. Le souvenir du coup d'État de décembre pesait sur l'Empire. Ayant aboli la liberté, ayant abusé de l'Armée contre la Nation, ayant voulu, contre la République et contre la liberté, une armée de casernes, prétorienne, il avait peur de faire appel aux réserves profondes du pays.

Le châtement de la confiscation et de la corruption des libertés d'un peuple réside dans le fait que, quand on a besoin de ce peuple pour sauver la Patrie, on en a peur. On a peur du péril intérieur alors que toutes les forces nationales seraient nécessaires pour conjurer le péril extérieur. En 1870, la Nation ne faisait pas confiance à l'Empire et l'Empire avait peur de la Nation. Et dans cette défiance réciproque, les forces de la Nation, les forces vives, se perdaient dans l'abîme que le despotisme criminel avait creusé, et c'est la Patrie, la France, qui souffrait.

Le remède à tout cela, c'est le développement d'un régime politique et social dans lequel l'Armée populaire puisse fonctionner sans danger pour la Patrie. Et le jour où la République française empruntera plus amplement et avec plus d'enthousiasme la voie de la réforme sociale, le jour où cet effort redoublera, où le rythme des réformes s'accélénera et donnera à toute la masse des citoyens l'accès à la liberté et à la justice, ce jour-là on pourra créer l'armée nationale et populaire qui, avec ses quatorze classes et ses millions de cœurs sera à la fois un obstacle contre l'envahisseur et contre les caprices, les contre-révolutions et les aventures guerrières.

C'est pourquoi je suis convaincu que la force de l'évolution démocratique et sociale ainsi que la nécessité même d'institutions militaires conduiront la France aux grandes transformations que j'ai décrites sommairement et dans lesquelles il y aura, en même temps qu'une garantie de la sécurité nationale et de l'indépendance du pays, une garantie de paix internationale. Car à l'avenir, un gouvernement ne pourra



mettre en mouvement ces masses nationales sans leur donner tout d'abord la certitude qu'elles luttent réellement dans le respect du droit, sans leur donner la preuve que toutes les possibilités de conciliation et d'arbitrage ont été épuisées avant d'avoir recours à la force.

LA PAIX INTERNATIONALE

Certains souriront de nos espoirs. Je sais bien que depuis des siècles et des siècles l'espoir de paix que je formule a été détruit et déchiqueté par la brutalité des événements, par la violence sauvage des hommes et des choses.

Le christianisme proclama le rêve de la fraternité universelle, mais des nuages sanglants ont recouvert pendant des années le rêve du galiléen.

Au Moyen-Âge, Dante lança un appel à la grande unité des peuples chrétiens, pour que les hommes puissent penser, méditer et créer dans le calme des choses et dans la paix souveraine.

La Révolution, quand elle a surgi, a-t-elle aussi pensé qu'elle allait apporter la paix au monde, mais la réaction qui se déchaîna contre elle a détruit cette espérance pacifique.

À l'heure même où je parle, à l'heure où je formule notre rêve, nous percevons de loin les rumeurs sinistres d'une conflagration.

Pour autant, ne nous décourageons pas et continuons à croire en l'œuvre de la paix. Malgré tout les forces qui établiront la paix entre les nations sont en train de se construire. L'un des efforts qui tendent vers cet objectif est l'organisation démocratique d'armées purement défensives qui rendent impossible, par leur constitution et leur esprit civil, toutes entreprises d'aventure et de conquête.

Voilà pourquoi notre œuvre socialiste, l'effort en faveur de l'arbitrage international entre les pays, en faveur de l'organisation juridique des relations entre les peuples, se conjugue par l'effort défensif de la Nation en armes. Telle est notre logique.

LES CONSÉQUENCES D'UNE GUERRE EUROPÉENNE ET LES MOYENS D'ASSURER LA PAIX

Depuis deux mois, l'Europe est singulièrement agitée, et cette agitation a des répercussions dans le monde entier. Le conflit entre la France et l'Allemagne au sujet du Maroc a pris soudain un caractère inquiétant, donnant lieu à des négociations difficiles et mystérieuses, à propos desquelles la presse a

multiplié les commentaires contradictoires et les nouvelles alarmistes, provoquant une profonde émotion des peuples à la simple idée de ce qui pourrait se passer. Toutefois, il semble, il est en tout cas permis de l'espérer, qu'après ces conflits diplomatiques, ces menaces et ces agitations de la presse, les différends entre les deux pays vont être résolus pacifiquement. Pour ma part, quand, dans quelques jours, je me trouverai de nouveau à mon poste de combat en France, je suis prêt à approuver tous les efforts effectués au nom de la paix, et je me réjouis dès à présent que le gouvernement libéral de l'Angleterre, qui aurait pu céder à des tentations nationalistes et profiter de tensions franco-allemandes, ait au contraire travaillé à les amortir.

Mais à peine le conflit entre la France et l'Allemagne a-t-il été calmé, qu'a surgi et agité à nouveau l'Europe et le monde cette entreprise italienne que pour ma part je déplore et qui est, comme je l'ai déjà dit avec franchise, un contrecoup de l'annexion autrichienne de la Bosnie-Herzégovine et une suite logique de la politique de la France au Maroc. Je souhaite que les puissances, qui n'ont pas les qualités morales, pas l'autorité morale pour protester contre les procédés violents et déloyaux qu'elles emploient elles-mêmes, se montrent au moins capables de limiter le danger, de circonscrire l'incendie, en mettant tout en œuvre pour éviter des conséquences tragiques dans la péninsule des Balkans.

La caractéristique de la période que nous avons traversée et qui dure encore est une forme de contradiction, d'incohérence fondamentale. D'un côté, les puissances ne sont contenues ou dirigées dans leur action nationale par aucune règle de droit, par aucun principe clair et assuré sur lequel pourrait s'appuyer la conscience universelle. Le monde est laissé aux aspirations et aux mouvements imprévisibles des grands égoïsmes collectifs. De l'autre, les peuples ont chaque jour un peu plus l'impression que les gouvernements ne peuvent ignorer totalement la volonté et les sentiments populaires qui eux ne veulent pas que ces témérités et ces égoïsmes mettent en danger la paix de l'Europe et du monde. Nous vivons donc une période d'incertitude, de panique et de réflexion, de folie et de raison, et dans cette période l'Humanité n'a ni la force d'être totalement raisonnable, ni l'audace d'être totalement folle. C'est un hiver qui se prolonge. Des trouées apparaissent, qui laissent entrevoir la lumière, l'espérance d'un avenir de justice et de paix, mais les cruelles rafales de l'hiver ne cessent de passer.

Alors, il s'agit de savoir si l'Humanité continue de vivre cette période incertaine et à demi barbare au cours de laquelle s'affrontent et se mêlent les forces de la violence et celles du droit et de la raison, ou si, au contraire, elle pourra et saura faire émerger de cette incertitude et de ce chaos un ordre stable de paix définitive et de raison organisée. Pour tous les peuples, pour tous les partis et citoyens de tous les pays, l'heure est venue de travailler, non pas par slogans, mais par des actes concrets de la vie quotidienne, à l'instauration d'un ordre international basé sur la justice et d'une paix garantie. Quant à moi, j'ai la conviction profonde que, dans l'état actuel du monde, il n'y a pas une seule question qui ne puisse se régler sans avoir recours à la guerre. Je sais que les effets de beaucoup de violences et d'injustices du passé survivent dans la réalité contemporaine. Durant des siècles et des siècles, la force a construit et modelé les choses humaines, et nous ne sommes entrés qu'en partie dans une nouvelle période de l'Histoire humaine, la période pendant laquelle la pensée réfléchie et la conscience nette de l'Homme dirigeront les faits. L'Humanité est encore immergée en partie dans la brutalité de la Nature. La force a laissé sa trace sur la carte du monde, et de même que le meurtrier laisse sur le mur l'empreinte sanglante de ses doigts, qui prouve son crime, le passé a laissé dans la réalité et la continuité de l'Histoire la trace de ses violences sauvages. Mais nous ne mettrons jamais fin à ces barbaries d'un autre temps si nous continuons à compter sur la force pour réparer les injustices causées par la force.

Ce qui caractérise l'heure présente, ce qui annonce les temps nouveaux, c'est qu'il existe dorénavant pour réparer les grandes injustices de l'Histoire d'autres moyens que celui de faire le pari de la force et de recourir aux brutalités de la guerre.

L'Irlande, la Pologne et l'Alsace-Lorraine. L'Irlande a souffert un dur martyre et de terribles violences depuis qu'elle a été envahie par les forces anglaises, perdant son autonomie, la propriété de son sol et supportant depuis des générations un joug extrêmement pesant. Elle a été blessée si cruellement dans la chair de ses fils qu'au 18^e siècle un grand écrivain a dit dans ses mémoires intimes que la nation anglaise « avait mérité par le traitement infligé à l'Irlande que Dieu la punisse comme Nation. »

Les tentatives irlandaises de rébellion ont été nombreuses, et elles ont toutes échoué. C'est en vain que l'Irlande a compté sur le secours de Louis XIV et de la flotte française pour échapper au joug de propriétaires

terriens anglais, c'est en vain que pendant la Révolution elle a attendu les forces libératrices qu'avait préparées le général Hoche. Et si l'Irlande n'avait compté que sur la force des armes pour rompre son joug et se libérer en reconquérant son indépendance et sa terre, elle se languirait toujours dans la misère, la sujétion et le désespoir.

Mais des forces nouvelles ont émergé sur la scène politique et sociale, et elle a su les utiliser. L'Angleterre s'est démocratisée, le peuple a acquis une force importante, et cette liberté des institutions anglaises s'est en partie étendue à l'Irlande. Si les Irlandais n'ont plus leur Parlement autonome, ils ont obtenu des représentants au Parlement britannique; et quand ces derniers sont entrés à Westminster ils ont compris qu'ils disposaient d'une force nouvelle et d'une arme plus puissante pour servir leurs espérances. Les Libéraux et les Conservateurs se disputaient le pouvoir, disposant de forces presque égales, de façon que l'Irlande pouvait parfois jouer un rôle d'arbitre. À l'aide de ce rôle, le pays a su mettre en place les conditions de sa liberté, en obligeant peu à peu les partis à lui accorder des lois qui restituent la terre aux paysans irlandais. Et en s'unissant récemment aux Libéraux et aux Travailleurs dans la grande bataille politico-sociale qui a eu lieu en Angleterre, le parti irlandais a contribué, par ses votes, à décider de la victoire. C'est ainsi que la possibilité du Home Rule, c'est-à-dire d'un Parlement irlandais autonome pour traiter des sujets irlandais, semble proche de se réaliser.

Pacifiquement, sans effusion de sang, par le biais de la liberté et de la démocratie, l'Irlande a reconquis ce que la force lui avait enlevé. C'est là la plus noble des victoires, le spectacle le plus beau et le plus lourd de sens.

Et si nous regardons vers la Pologne, qui souffre plus encore que l'Irlande, vers la Pologne déchiquetée, vers la Pologne qui n'est même plus un cadavre de nation, divisée qu'elle est entre la Prusse, l'Autriche et la Russie, comme entre trois tombes, vers la Pologne dont les soulèvements, tant celui contre Metternich² que ceux contre les autres puissances dominantes ont été noyés dans le sang, nous voyons également comment, après tant de malheurs et de

2. Klemens Wenzel Nepomuk Lothar von Metternich (1773-1859) : diplomate et homme politique autrichien, il fut l'un des membres les plus influents de la Sainte Alliance contre la France de la Révolution.

catastrophes, la triple pierre tombale commence à se soulever. La démocratie commence peu à peu à pénétrer les empires dominateurs, avec son régime parlementaire, permettant que dans chaque pays, l'action des Polonais puisse faire valoir en même temps des revendications identiques, non pas d'autonomie nationale mais de liberté individuelle, qui permettront aux Polonais des trois pays, aux expatriés des trois nations, de s'entendre, de se regrouper, et de reconstruire sur cette triple terre sépulcrale, l'espérance, sinon de la nationalité, du moins de l'unité morale de la Pologne.

Quant à nous, c'est une histoire douloureuse que celle de l'Alsace-Lorraine, que l'Allemagne et la France se disputent depuis des siècles. Il y a quelques mois, en visitant la cathédrale de Strasbourg, je lisais une étude sur sa construction. Elle a été construite par des ouvriers français et allemands et, symbole tragique, un ouvrier français et un ouvrier souabe³ se sont disputé l'honneur d'en poser la première pierre. Des tempêtes de feu, venant tantôt de l'est, tantôt de l'ouest, ont balayé ces provinces, jusqu'à ce qu'elles soient annexées à l'Allemagne par la force de l'épée, bien que la quasi-totalité des Alsaciens et des Lorrains aient manifesté leur volonté de vivre dans la patrie française.

Les provinces annexées ne veulent pas qu'une nouvelle guerre se déclenche pour elles. Ce qu'elles veulent et ce qu'elles attendent, dans les conditions difficiles créées par l'Histoire, c'est avoir le droit de conserver leurs traditions et leurs souvenirs, leur culte des lettres françaises, le respect de leur passé et l'autonomie de leur administration, et elles ont entamé le chemin vers la conquête de ces grands objectifs. Un jour viendra où par l'action intérieure du prolétariat allemand, celui-là même qui, il y a quarante ans, s'attirant calomnies et incompréhensions, a protesté contre l'annexion violente de l'Alsace et de la Lorraine, ces provinces seront un État qui jouira d'une large autonomie, réconciliant les deux cultures qui pendant des siècles se sont affrontées sur leurs terres et pour elles.

Une fois de plus, ce n'est donc pas par la force de l'épée mais par la puissance de la démocratie que les peuples garantiront à ceux qui ont été maltraités par l'Histoire — Alsaciens, Polonais et Irlandais — des

réparations qui permettront à toutes les consciences de se développer sans verser une goutte de sang.

LE DÉSASTRE D'UNE GUERRE EUROPÉENNE

À l'heure actuelle, il serait vain et fou de recourir à la guerre pour réaliser dans un second temps le désarmement général. Certains disent : que puisqu'on veut la guerre et qu'on la prépare, autant la faire une fois pour toutes. Ils disent que c'est seulement quand elle aura éclaté et que les châtiments auront été distribués, qu'il sera temps d'instaurer la paix universelle. C'est une plaisanterie !

Si l'Humanité n'a pas maintenant la force, la sagesse et les capacités rationnelles de mettre un terme aux fureurs et aux brutalités de la guerre, elle l'aura encore moins après une nouvelle explosion qui excitera chez les uns, l'orgueil de la victoire et, chez les autres, l'amertume de la défaite.

Non, ce n'est pas une nouvelle guerre, un nouveau déchaînement de folie, qui pourra enseigner aux hommes la modération et la raison.

Prenons d'un côté la France et l'Angleterre avec la Russie, de l'autre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, et supposons un conflit entre ces forces. Si l'Allemagne était vaincue, si le capitalisme anglais détruisait les forces navales allemandes, interdisant dès lors à l'Allemagne de se doter d'une flotte, croyez-vous que l'Allemagne, avec ses soixante millions d'habitants, la force de sa science, la richesse de son sous-sol, l'abondance de minerais et la nécessité de produire et de vendre pour vivre, ne se rebellerait pas à nouveau contre ce rôle de subalterne ? Non, elle guetterait l'occasion propice, et comme elle s'est reconstruite après Iéna, comme elle est revenue du fond de l'abîme après 1806, elle se lèverait de même contre cette dictature économique et militaire. Supposons l'issue inverse : que la France et l'Angleterre soient vaincues. Il serait impossible de réduire la France à une simple province. Il est déjà si difficile d'assimiler et de germaniser l'Alsace et la Lorraine. Elle serait condamnée à se désarmer sous la loi du vainqueur, ou deviendrait l'esclave et la tributaire de l'Allemagne victorieuse. Croyez-vous qu'elle supporterait longtemps cette intolérable humiliation ? Quant à l'Angleterre vaincue et dépouillée de ses colonies, les vagues de l'océan lui évoqueraient, en frappant ses côtes, sa grandeur passée, réveillant dans les consciences l'idée de la Nation.

C'est donc une naïveté ou une farce que d'espérer que la guerre puisse assurer la paix. C'est la paix

3. Région prussienne d'où est originaire la famille royale Hohenzollern Elle est située en Bavière.



qu'on doit viser. Il est nécessaire de le comprendre, ou du moins de tenter de le comprendre. Il est nécessaire, par une propagande incessante vers tous les peuples, de montrer quel serait aujourd'hui le danger, le désastre que représenterait, pour le vieux et le nouveau monde, pour tous les pays et toutes les classes sociales, une grande guerre européenne. Désastre économique, non seulement pour les peuples directement impliqués, pour les nations qui devraient alimenter chaque jour le monstre avide de sang et d'argent, mais aussi pour tous les peuples travailleurs de la Terre, en vertu d'une loi de solidarité économique qui est aujourd'hui plus forte que jamais.

Malgré le protectionnisme, malgré la distance, les intérêts de tous les peuples sont chaque jour plus étroitement liés et, si l'un des peuples qui produisent, mais également qui achètent, se trouve ruiné, si son pouvoir d'achat diminue, tous les autres peuples en souffriront directement ou indirectement. Qu'on le veuille ou non, il existe aujourd'hui une Internationale de la richesse, tout comme il y a une Internationale du travail.

Il y a trois ans, les financiers et capitalistes de la Bourse de Berlin se sont réunis et ont démontré, statistiques précises à l'appui, qu'une guerre qui éclaterait entre deux peuples ferait la ruine d'une quantité d'autres peuples. Il y a, dans le portefeuille des capitalistes européens, des valeurs de toutes sortes et de tous pays. Partout, aujourd'hui, les peuples vivent à la fois de leur travail, de la richesse qu'ils ont accumulée, et du crédit qui est une avance sur l'avenir. En temps normal, en temps de prospérité, le crédit est disponible et on anticipe l'avenir. Mais si survient une tempête, la diminution du crédit puis son assèchement complet se produisent immédiatement avec les conséquences que l'on imagine aisément sur la vie économique d'un pays. L'industrie allemande, par exemple, repose sur les banques, et les banques possèdent des valeurs soumises à toutes les fluctuations du marché international. Cette industrie repose donc sur une base fluctuante, et le désastre que représente une guerre pourrait causer sa perte.

Voilà quelques années, nous avons vu les États-Unis, malgré leur énorme puissance industrielle, détruits jusque dans leurs fondations par une crise bancaire, par une crise monétaire pourtant assez superficielle. Les dépôts des épargnants ont été retirés et la panique s'est déchaînée. Les États-Unis, n'ayant pas les liquidités nécessaires, ne pouvaient acheter à l'étranger, et dans l'industrie des pays qui travaillaient pour l'Amérique, la panique se faisait sentir. En

conséquence, il fut nécessaire que l'Europe vienne au secours des banques des États-Unis, leur faisant un crédit garanti sur la richesse universelle des nations, en vertu du principe de solidarité. Tant et si bien que, par des liens et des dépendances croisées, malgré les haines, les égoïsmes et les conflits, un peuple ne peut asséner un coup à un autre sans se porter préjudice à lui-même. Et la République d'Argentine qui, comme toutes les forces nouvelles, vit plus dans l'avenir que dans le passé, qui ne dispose ni ne saurait disposer de réserves accumulées au cours des siècles, qui a ses réserves dans l'avenir, qui ne peut travailler, vivre et se développer que par la force d'un crédit qui suppose un travail et une production toujours croissants, la République d'Argentine souffrirait de la destruction du crédit, conséquence de la catastrophe que représenterait une guerre européenne.

La République d'Argentine a besoin de crédits pour développer ses chemins de fer, pour donner à ses agriculteurs, par la garantie hypothécaire, les ressources qui augmentent la valeur du sol fécondé. Et c'est dans l'espoir et l'anticipation de ces progrès futurs que réside la valorisation du territoire, de la fortune et du travail de la Nation. L'Argentine est donc un arbre admirable et puissant, dont la sève monte chaque jour un peu plus, mais cette sève ne peut monter, se répandre et s'épanouir en fleurs et en fruits que dans l'atmosphère douce et lumineuse que procure la certitude de la paix. L'Amérique latine a ainsi, dans son propre intérêt, le devoir de contribuer à promouvoir dans le monde l'idée de la paix et la certitude de sa réalisation.

LES CRISES SOCIALES

De plus, une guerre européenne amènerait d'autres conséquences, auxquelles il semble que les gouvernements et les classes possédantes n'aient pas suffisamment songé.

Je souhaite profondément que des transformations fondamentales se produisent pour le bien de l'Humanité, mais je souhaite que cela se fasse dans une évolution coordonnée. Quand j'interroge l'Histoire, je constate que la guerre a toujours exacerbé en Europe les passions sociales, faisant éclater en chocs violents les ardeurs revendicatives.

Les tragiques journées de septembre et le massacre des prisonniers furent une conséquence de la surexcitation provoquée dans la conscience du peuple révolutionnaire par l'annonce de l'invasion, par l'imminence du péril. La Commune a surgi à la fois des revendications républicaines de Paris et de

la fièvre créée dans le peuple par de longs mois de guerre, d'angoisses, de désespoir et de révolte.

La Révolution russe a éclaté après la guerre russo-japonaise. En Espagne, c'est suite à l'expédition marocaine que le peuple, en voyant dilapidées dans des aventures coloniales les ressources dont le pays avait besoin pour se développer, s'est soulevé. Et au milieu de la panique qui s'installa alors à Bilbao et à Barcelone, la Révolution a triomphé l'espace d'un instant, se terminant dans le sang et les exils forcés.

Que les conservateurs du monde entier se méfient! Il n'est pas possible aujourd'hui, je le répète à satiété: il n'est pas possible de déchaîner la violence de la guerre sans déchaîner la violence de la révolution. Jamais la crise sociale n'a été aussi profonde qu'aujourd'hui. Malgré les progrès réalisés, que j'ai esquissés à grands traits il y a quelques jours, malgré l'espoir d'un avenir meilleur, le peuple souffre et s'agite. Le coût de la vie augmente. Les exigences des prolétaires grandissent, face à l'augmentation colossale de la fortune sociale. Les âmes ouvrières sont chargées d'une colère sourde, de forces explosives. Il y a quelques jours, dans la vieille capitale des Habsbourg, longtemps assoupie, le peuple révolté a inondé les rues pour protester contre le coût de la vie. Dans la région industrielle du nord de la France, disciplinée par le socialisme réfléchi et organisé, les femmes, comme aux jours de la Révolution française lorsque le pain manquait, sont allées dans la rue cherchant le recours de la force. Telle est la tension des esprits, telle est la vigueur des revendications des prolétaires, telle est leur fatigue de voir dilapidés dans des œuvres de destruction ce dont ils auraient besoin pour améliorer leur sort. Et même cette classe ouvrière anglaise dont beaucoup ont remarqué la tranquillité et qui, depuis deux générations s'est disciplinée sous la direction de syndicalistes énergiques et résolus, a paralysé les mines du Pays de Galles et les ports d'Angleterre par les grèves les plus violentes qu'ait connus le peuple ouvrier anglais au cours des cinquante dernières années.

Ceux qui ne comprennent pas ces avertissements, ceux qui ne comprennent pas la force de l'explosion sociale qui se déchaînerait si la guerre éclatait, avec son cortège de flammes, de fureurs et de colères sont des fous. Oh, ça n'aura certainement pas lieu pendant les premiers jours de la mobilisation, mais, dans les vicissitudes du combat, dans l'obscurité des nouvelles contradictoires du champ de bataille, sur lequel la nuit serait tombée, dans les alternances de victoires et de défaites, dans les

souffrances de la crise industrielle et commerciale, les cœurs se soulèveraient à chaque fois. Et n'oubliez pas que la guerre de demain serait une guerre courte où quelques coups suffiraient à battre le rival. N'oubliez pas que le vainqueur se contenterait des lauriers d'une victoire rapide et que le vaincu se sentirait écrasé par la stupeur d'une défaite subite. Non. Dans la situation où se trouvent les forces militaires européennes, pas un seul peuple n'est en mesure d'obtenir une victoire facile. La guerre de demain serait livrée par de formidables masses d'hommes. Dans la conférence précédente, j'ai indiqué que la France pourrait disposer de deux millions cinq cent mille hommes. Et, bien que dans ses théories, l'état-major imagine pouvoir laisser en réserve les dernières classes, le fait est qu'il ne pourra pas s'en passer. Et l'Allemagne, malgré la défiance de ses classes dirigeantes pour les vastes forces des réserves, serait forcée de mobiliser de même une colossale force armée. Des millions d'hommes affronteraient donc des millions d'hommes, et les manœuvres foudroyantes qui détruisent l'adversaire, matériellement et moralement, seraient impossibles. Les manœuvres qu'aimaient Napoléon et Moltke⁴, qui luttaient contre des armées inférieures en nombre, ces manœuvres d'encerclement ne sont pas envisageables quand des armées formidablement massives occupent des régions entières. La lenteur des opérations de la guerre russo-japonaise dit bien la lenteur d'une possible guerre européenne. De plus, les instruments de destruction sont si puissants que les armées, avant le combat, creusent des tranchées, se mettant à l'abri du terrain. La guerre ne connaîtrait pas ces mouvements rapides de colonnes, ces manœuvres d'encerclement mais elle serait une double guerre de positions, une lutte entre deux grandes foules humaines qui essaieraient d'agir avec la plus grande prudence, profitant des erreurs et des défaillances de l'adversaire. Et à l'heure du choc, les cadavres s'accumuleraient, déclenchant les épidémies, les fléaux, les miasmes mortels. Les brèches permettant de mieux surveiller l'adversaire et de le détruire seraient inexistantes. Ce serait une succession de ténèbres entrecoupées d'éclairs qui illumineraient la mort, et montreraient la victoire sous un jour incertain et trouble. De cette tempête, de cette

4. Dynastie de la noblesse prussienne dont sont issus grand nombre de chevaliers et généraux illustres pour leurs faits d'armes. À l'époque, c'est Kuno von Moltke (1847-1923), général de l'armée du Reich, qui en est le représentant.



nuit de sang et d'obscurité, filtreraient les nouvelles contradictoires qui arriveraient au cœur du peuple, alimentant la peur et le désespoir.

Quand il fallait sauver la liberté du peuple contre les rois, quand il était nécessaire de sauver la Révolution Française, de créer l'unité italienne et l'unité allemande, quand la liberté a dû se déplacer sur les sombres ailes de la guerre, on pouvait s'enorgueillir de mourir au combat. Mais maintenant, pour le Maroc, pour une misère, pour la Cyrénaïque, pour le bon plaisir des prédateurs de la finance, non, mille fois non, nous ne voulons pas donner nos vies pour d'aussi viles entreprises!

LES SOLUTIONS PACIFIQUES

Alors, si tel est le cas, si nous sommes d'accord que le désastre serait d'une ampleur, il est nécessaire que tous, dans le monde entier, tous les peuples avec toute leur force et leur capacité d'action, œuvrent ensemble à éloigner le spectre sinistre de la guerre, et à préparer la paix. Nous pouvons le faire, et nous le devons. Et notre premier devoir est, pour chacun d'entre nous, de dire la vérité à son pays.

Je suis convaincu, et je peux le répéter ici puisque je l'ai déjà dit à la tribune en France, que les ténérités de l'expédition marocaine sont en grande partie les causes de ce qui se passe aujourd'hui, et que certains pactes secrets imprudents, qui ont excité les ambitions de l'Espagne et de l'Italie en promettant aux uns une partie du Maroc, aux autres l'accès à la Tripolitaine, sont pour beaucoup dans les difficultés actuelles. Et notre devoir, chacun dans sa patrie, au risque d'être qualifié de mauvais patriote par les patriotes aventuristes, notre devoir est de surveiller les événements avec vigilance et d'écraser à temps le germe pour empêcher ses terribles développements futurs.

En effet, quels sont aujourd'hui dans la compétition économique et commerciale les conflits d'intérêts qui ne peuvent être réglés par un arbitrage international, par l'équité et le droit? Les possibilités sont nombreuses, pour donner une juste satisfaction à chaque pays en fonction de sa capacité de production.

Les sociétés par actions, qui permettent des arrangements d'une grande flexibilité, serviront à mon avis, à certaines périodes de l'évolution sociale, pour faciliter la transition du capitalisme au socialisme. Je suis convaincu, par exemple, qu'un grand nombre d'entreprises qui sont aujourd'hui la propriété exclusive du capital privé pourraient se transformer en sociétés par actions, dans lesquelles les particuliers détiendraient une partie des actions, la Nation et les travailleurs une autre partie. C'est ce que nous avons proposé pour l'exploitation de nos mines de fer en Algérie, disant au Parlement: plutôt que de donner ces richesses à un consortium financier ou capitaliste où sont représentés les Krupp et les Schneider, c'est-à-dire les fabricants d'obus français et d'obus allemands — les obus fraternisent — au lieu de donner ces mines au capital privé, faites donc une grande société par actions dans laquelle les capitalistes amèneraient leurs capitaux et auraient leur part, mais dans laquelle la Nation, qui concède les richesses, aurait sa part et pourrait en consacrer une portion aux travailleurs associés qui exploiteraient les mines.

Je suis convaincu que ce type d'entreprise, qui a été adopté pour de nombreuses banques nationales et pour l'exploitation des mines de Suède, permettrait, par sa flexibilité, l'évolution, la transition du régime social actuel vers un régime de coopération sociale plus juste et plus équilibré.

De même que ces sociétés par actions permettraient la transition sociale, elles permettraient aussi d'accorder aux diverses nations qui se disputent les marchés chinois, syriens, mésopotamiens, africains,



une part proportionnelle à l'effort réel de production, à l'effort pacifique de pénétration commerciale qu'elles y fournissent. La Cour de La Haye pourrait juger ces questions selon les règles de l'équité et du droit.

Et s'il est acquis que la législation internationale relative aux prises de guerre est plus efficace et plus humaine, si l'on met les biens transportés par les pays neutres hors du droit barbare et sauvage du pillage, qui a été utilisé jusqu'à présent par les Nations qui se qualifient de « civilisées », alors les tentations d'agressions visant à ruiner le commerce d'une puissance rivale seraient grandement diminuées.

Je dis tout cela au nom de mes camarades socialistes français, et aussi au nom des autres socialistes car, sur les photographies que publient les journaux aujourd'hui, on peut voir une foule de cent-mille socialistes allemands réunie à Berlin qui a manifesté il y a quelques jours, les mains levées dans une forme de serment, clamant leur volonté d'empêcher l'Allemagne de faire la guerre.

La force ouvrière internationale est une formidable force de paix. Ceux qui aiment la paix doivent donc regarder avec sympathie son éducation et son organisation.

LE RÔLE DE L'AMÉRIQUE

Mais la République d'Argentine et l'Amérique tout entière ont un rôle à jouer dans cette croisade pour la paix, un rôle important et efficace. Et ce d'autant plus que l'Amérique du Nord comme l'Amérique du Sud sont préparées à l'idée de l'arbitrage international.

Les nations européennes modernes – l'Angleterre, l'Allemagne, la France, l'Italie – ont trouvé leur équilibre après de longs siècles de luttes douloureuses et sanglantes. Aujourd'hui les échos terribles de la guerre survivent encore en elles. Les nations d'Amérique, malgré leurs rivalités, leurs égoïsmes, leurs jalousies, sont unies par le même effort d'indépendance. Filles d'une même race à l'origine, filles d'une même liberté, c'est dans la défense commune de cette liberté commune qu'est née et que se nourrit pour elles l'idée de l'arbitrage international et de la paix. Ce sont les délégués de l'Amérique qui, dans les conférences de paix, ont proposé les formules les plus audacieuses. Et c'est sous les auspices de cette grande idée de l'arbitrage comme garantie de paix que l'Amérique du Nord a rédigé avec l'Angleterre un traité d'arbitrage intégral, qui s'applique à tous les cas, y compris ceux pour lesquels l'une des parties penserait que son « honneur » est en jeu.

C'est pour cela que, depuis que je suis ici, j'ai demandé aux journalistes et aux hommes publics avec qui j'ai parlé, pourquoi, dans les moments de crise, quand un nuage de nuit et de feu menace de s'abattre sur l'Europe, l'Amérique ne faisait pas entendre sa voix. Et ils m'ont répondu: « parce qu'elle ne serait pas écoutée ».

Aujourd'hui que la balance entre la guerre et la paix oscille, il dépendra de quelques élans moraux ou de quelques élans de folie que la balance penche du côté de la paix ou de celui de la guerre. Et la République d'Argentine, qui souffrirait d'une guerre en Europe et des agitations sociales qu'elle pourrait déchaîner, a le droit et le devoir d'intervenir, non pas par des déclarations arrogantes, mais pour rappeler à l'Europe qu'elle ne peut pas impunément engager le destin des peuples qui veulent travailler. Et les hommes qui aiment la paix, qui luttent pour elle, affrontant le mensonge, la calomnie et la moquerie, pourraient alors dire: le prolétariat tout entier est en mouvement, le prolétariat veut la paix, le prolétariat d'Europe comme celui d'Amérique, de ce continent qui prospère et qui travaille, qui veut se peupler, qui offre de vastes espaces à la culture et à la civilisation, il demande à l'Europe des capitaux et des hommes, pas le reflet sanglant de ses guerres!

Je suis convaincu que bientôt se réalisera dans les deux mondes, pour le progrès de la justice et pour la garantie de la paix, l'union des démocrates, des travailleurs, de tous les citoyens de bonne volonté. Du haut de ce magnifique espoir social et humain, nous contemplerons et suivrons d'un regard avide les efforts de justice et de paix qui auront lieu simultanément et solidairement dans les deux mondes. Humboldt disait:

Je parle de ces montagnes qui séparent l'Amérique du Nord de l'Amérique du Sud, au sommet desquelles le regard porte aussi bien sur les constellations de l'hémisphère nord que sur celles de l'hémisphère sud⁵.

Dans l'espérance socialiste, dans l'espérance humaine, il existe un sommet sublime depuis lequel l'esprit peut contempler le mouvement des constellations des deux mondes, le mouvement des affaires humaines, et une même aube de paix et de justice!

5. Friedrich Heinrich Alexander, Baron von Humboldt (1769-1859). Naturaliste et explorateur allemand, il est notamment connu pour ses découvertes sismologiques dans les Andes.



Il y a un peu plus d'un an, tirant quelques leçons de la guerre en Ukraine, deux politologues proches du Pentagone, Jon Schmid et Erik E. Mueller, publiaient un article titré : « Ce que le Pentagone pourrait apprendre de l'Ukraine sur l'utilisation des nouvelles technologies¹ ».

Les bouleversements provoqués par l'introduction massive des nouvelles technologies sur le champ de bataille sont désormais une évidence telle qu'il n'est pas utile d'y revenir dans cette note. Ce n'est d'ailleurs pas l'objet de l'article puisque toute l'argumentation des auteurs repose sur la nécessité de changer les rapports entre « fournisseurs » et « utilisateurs », on pourrait même dire entre « marchand » et « client ». Les clients étant directement ceux qui sont amenés à utiliser sur le champ de bataille les armes fournies par les marchands.

Avant la guerre, nous disent les auteurs, le système d'acquisition militaire de l'Ukraine était lent, opaque et dominé par une entreprise publique, UkrOboronProm. Ce système centralisé a été abandonné dès les premiers mois de la guerre. L'Ukraine s'est par exemple tournée vers les petits fabricants privés de drones qui ont reconverti leur savoir-faire vers une production militaire et adapté « librement » leur production aux besoins concrets du champ de bataille. On notera ici que la plasticité des productions civiles vers les productions de guerre n'est pas à sens unique.

Prudents, nos deux auteurs soulignent que « bien entendu, le contexte est important : les processus, les modèles organisationnels et les règles de l'Ukraine ne peuvent être reproduits à l'identique aux États-Unis ou ailleurs ». Toutefois, ajoutent-ils, « le Pentagone peut tirer au moins deux enseignements précieux de cette expérience ». Tout d'abord, écrivent-ils, la technologie civile est « plus avancée et moins coûteuse que la technologie militaire ». Ce qui a effectivement une importance capitale « pendant un conflit en cours, lorsque les lacunes en matière de capacités apparaissent soudainement et que l'urgence empêche de suivre les processus d'acquisition traditionnels ». Plus important, encore, les drones civils sont moins chers et « modifiables aisément pour répondre à des besoins de mission spécifiques ».

La solution la plus innovante (techniquement et socialement) a été la création d'une organisation, baptisée Brave 1, « chargée de faire rapidement le lien entre la demande des combattants et les

développeurs ». Brave1 a accordé des subventions à des développeurs pour un montant total de plus de 800 millions d'UAH (19 millions de dollars). On objectera évidemment que c'est un transfert vers le privé. Mais là n'est pas la discussion – même si elle n'est pas à négliger. La question qui doit retenir notre attention, c'est le lien direct entre les besoins du champ de bataille, exprimés par les unités, et les fournisseurs d'armes qui sont contraints (plus ou moins, évidemment) à se plier à des demandes précises et particulières.

Brave1 repose sur une plateforme en ligne qui met en relation des combattants ayant des besoins opérationnels spécifiques avec des développeurs de technologies. L'Ukraine a ainsi mis en place sur le terrain une délégation des pouvoirs d'achat au niveau de certaines unités. Si sur le plan opérationnel, cela permet de répondre à l'évolution rapide des besoins sur le terrain, cela ne manque certainement pas d'avoir des répercussions sur la chaîne de commandement d'une armée d'autodéfense populaire.

LIGNES DE MIRE N° 1

Une méthode pour penser, *Anti-Dürhing*

Friedrich Engels

Aux armes citoyens/Valmy 2.0

Patrick Le Tréhondat et Patrick Silberstein

L'isolationnisme de gauche : le chemin vers l'insignifiance politique dans le débat sur la défense européenne

Hanna Perekhoda

Danemark : la gauche face à la fin de l'alliance avec les États-Unis

Mikael Hertoft

Rejeter le faux dilemme entre justice sociale et sécurité nationale

Hanna Perekhoda

Comment gérer les dilemmes de défense de l'Europe ?

Christian Zeller

Trump et Poutine : une alliance autoritaire qui nous met tous en danger

Li Andersson

Soutenir la résistance ukrainienne, pas les plans de réarmement monstrueux

Simon Pirani

Défaitisme révolutionnaire ou défaitisme contre-révolutionnaire ?

Daniel Tanuro

Pour une politique de sécurité anticapitaliste et internationaliste !

Gauche anticapitaliste

Un contreplan alternatif de programmation militaire

Jean-Pierre Hardy

L'armée ukrainienne a besoin d'un changement culturel pour protéger les droits des soldats

Oiha Reshetylova

Une formation militaire alignée sur la démocratie

Ludwig Antônio Carlos Will

Pour une politique de sécurité de gauche : exemple danois pour une discussion constructive

Jakob L. Ruggaard et Per Clausen

À propos de StopRearm Europe

Gin Vola

La machine à tuer en masse

Pablo Elorduy



LIGNES DE MIRE N° 2

Points de mire

Michel Lanson

La gauche doit avoir une politique de défense crédible dans la lutte contre l'autocratie et le fascisme

Li Anderson

À propos de Stop Rearm Europe

Gin Vola

Technologies de la nouvelle guerre d'usure

Valeri Zaloujny

La révolution des drones en Ukraine et les leçons que les États-Unis devraient en tirer

Jon Finer et David Shimer

Les enseignements de la toile d'araignée

Edwin Bendyk

Les soldats robotisés de la guerre moderne

Ruslana Velychko

Les robots sont notre avenir

Artur Levchenko

Après avoir perdu 1 000 chars, l'Ukraine repense sa stratégie et mise sur la prudence

Émilie Staeger

On ne peut pas combattre le fascisme avec des fleurs

Oleksandr Kyselov

Carnet de notes

Marcel Le Chamborrand

Risques nucléaires et émergence d'une nouvelle course aux armements

Observatoire des armements

Le complexe militaro-industriel français et un « service militaire » à l'ère des drones

Jean-Pierre Hardy

Contribution à la réflexion sur les aspects militaires d'une guerre qui nous concerne

Jean-Paul Bruckert

La gauche et la question de la défense

Hanna Perekhoda

Quelques éléments de réflexion pour une défense populaire

Patrick Silberstein

Rearm Europe et la défense européenne otanienne

Bernard Dréano, Claude Serfati et Catherine Samary

Un rapport de la CIA sur la crise de l'armée française dans les années 1970

LES NUMÉROS SONT
À TÉLÉCHARGER EN CLIQUANT SUR
RÉSEAU BASTILLE

